



Pour une nouvelle vision des politiques en direction de la jeunesse

De « la crise des banlieues » en novembre 2005 aux manifestations contre le Contrat Première Embauche, en passant par le mouvement des stagiaires, les événements récents ont mise en évidence les difficultés rencontrés par la jeunesse de notre pays et l'urgence de la situation :

Urgence démocratique : 1% des jeunes de 18 - 29 ans sont membres d'un parti politique, et seulement 2% d'un syndicat, 40% des 15-24 ans sont engagés dans une association mais seulement 6% ont des responsabilités au sein de cette association, seuls 2% des députés ont moins de 40 ans. **Notre pays doit enfin reconnaître les jeunes comme des citoyens à part entière.**

Urgence économique et sociale : Les jeunes de la ville, des quartiers, de la campagne, des campus universitaires sont confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelles importantes : taux de chômage des jeunes actifs de 15 à 24 ans de 22%, mettant plusieurs années pour accéder à un emploi stable, 150 000 jeunes sortent tous les ans des études sans qualification, 450 000 jeunes de 18 à 24 ans vivent sous le seuil de pauvreté... **Notre pays doit mesurer avec sérieux et responsabilités les difficultés économiques et sociales rencontrées par les jeunes.**

Face à ces constats, le CNAJEP s'engage pour une nouvelle vision des politiques en direction de la jeunesse. Nos propositions mises en débat visent à faire émerger une politique qui considère la jeunesse comme une chance et non comme un problème. Une politique qui soit en capacité de répondre aux attentes légitimes des jeunes envers la société. Parce que la jeunesse a une voix à faire entendre, qu'elle agit et propose, **nous interpellons les pouvoirs publics pour qu'enfin soit créée une véritable politique pour et avec les jeunes !**

Cette politique doit répondre à quatre défis qui se posent à notre société dans son ensemble :

- ➔ Parce que les jeunes sont porteurs de projets et d'actions à tous les échelons du territoire, qu'ils sont force de propositions et de décisions, notre pays doit **donner toute leur place aux jeunes** et les encourager dans la construction d'un projet d'avenir.
- ➔ Face aux fortes difficultés économiques et sociales rencontrées par une part importante de la population de notre pays, nous devons **redonner du sens au principe d'égalité** afin d'assurer une égalité de droits entre les citoyens.
- ➔ Les systèmes qui gouvernent notre société ne sont pas viables à long terme, les jeunes sont et seront les premiers à en subir les conséquences. Construisons **une société plus juste et équitable.**
- ➔ Enfin, l'avenir proposé à la jeunesse ne doit pas se résoudre à une société dans laquelle on oppose les générations alors qu'il faut au contraire **favoriser toutes les formes de mixité**, qu'elle soit sociale, générationnelle et culturelle.

« Politiquement jeune » est une campagne du CNAJEP menée par des jeunes engagés dans le monde associatif. L'idée : 20 propositions pour la jeunesse, à débattre, sur l'engagement, l'insertion socio-économique, l'éducation et la culture. Le programme : un colloque intitulé « Les jeunes s'engagent pour faire bouger la politique », un forum sur Internet pour exprimer son opinion, proposer et débattre, des rencontres avec d'autres organisations de jeunesse, des événements en région, etc.

Quelques unes de nos propositions....

Instaurer un système de protection sociale des jeunes par un soutien financier d'accompagnement vers l'émancipation.

Les jeunes sont les premières cibles du chômage, de la pénurie de logements (et de la hausse des loyers) avec des effets conséquents sur leur vie, sur leur santé. La jeunesse est un état de transition entre l'enfance et le monde adulte qui devrait être une période sécurisée plutôt que fragilisée par une absence de repères et d'aides, par une précarisation à outrance. Il faut repenser le système d'accompagnement social des jeunes, notamment pour ceux en formation (augmentation des bourses d'études) ou pour ceux en recherche d'un premier emploi (allocation pour les jeunes en recherche d'emploi). Une politique globale est nécessaire afin de prendre en compte les situations diverses et les différents aspects de la précarité des jeunes.

Promouvoir les initiatives permettant aux jeunes et aux adultes d'accéder à différents types d'éducation et notamment citoyenne, hors de tout lien avec l'emploi.

Il est important de différencier éducation et formation, si cette dernière permet aux personnes de pouvoir se former régulièrement en lien avec un métier, un parcours professionnel, l'éducation tout au long de la vie relève plus d'un épanouissement personnel en cela qu'elle permet à tous de pouvoir accéder à une éducation formelle ou non-formelle développant des compétences culturelles, intellectuelles, artistiques, sportives, citoyennes... Il est donc nécessaire de promouvoir et de reconnaître l'éducation tout au long de la vie comme un droit pour tous.

Permettre aux jeunes d'accéder à des responsabilités politiques, associatives et syndicales

Favoriser la prise de responsabilité des jeunes au niveau local, national ou européen doit être une priorité pour tous, il s'agit là d'un combat culturel à mener pour aboutir à une vraie reconnaissance de la jeunesse non pas en tant que décor mais bien dans sa participation à la vie de la cité. La question du statut de l'élu politique en tant que possibilité pour tout citoyen, quels que soient ses conditions de revenus, d'accéder à des responsabilités, fait partie des leviers qui pourraient favoriser la prise de responsabilités des jeunes. Il est donc important de permettre cet accès par une limite du cumul des mandats mais aussi par le soutien aux démarches de formation et d'accompagnement des jeunes dans les organisations politiques, syndicales et associatives.

Mettre en place, en concertation avec le monde associatif, des temps et des lieux favorisant l'expérience de l'engagement au niveau local, national, européen et international.

Les jeunes sont acteurs de la ville, du territoire. Engagés, militants, ils sont porteurs d'une parole qui ne se limite pas au seul temps des élections. Afin de leur permettre de vivre une expérience alliant épanouissement personnel et intérêt collectif, il est nécessaire de favoriser les engagements à tous les niveaux et de réfléchir, avec le monde associatif, à la création d'un cadre collectif permettant un temps d'engagement pour tous. Ce temps d'engagement doit être avant tout un outil d'émancipation et d'autonomie des jeunes, il doit permettre aux jeunes de construire leur projet de vie, sans nuire à d'autres engagements bénévoles. Enfin, ce cadre collectif, porteur de valeurs, doit être considéré comme une chance pour les jeunes mais aussi (et surtout) pour la société.